

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ACCORD CADRE

**MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE DES PORTES, PORTAILS,
RIDEAUX METALLIQUES ET BARRIERES LEVANTES**

Université de Caen Normandie
Direction de la commande publique
Esplanade de la Paix
CS 14032
14032 CAEN CEDEX 5

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition de la consultation	3
1.3 - Type d'accord-cadre	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	3
2 – Description des prestations attendues	3
2.1 Généralités.....	3
2.2 Implantation du matériel	4
<u>Prestation N° - 1 Maintenance préventive des portes et portails automatiques, et des rideaux métalliques (55 équipements)</u>	4
<u>Prestation N° - 2 Maintenance préventive des barrières levantes (38 barrières)</u>	4
2.3 Maintenance des portes, portails automatiques, rideaux métalliques et barrières levantes,	5
<u>2.3.1. Offre pour la maintenance préventive</u>	5
<u>2.3.2. Offre pour la maintenance curative</u>	6
<u>2.3.3 Restitution des pièces changées</u>	6
2.4 Documents à fournir durant et après exécution.....	6
2.5 Remise des installations en fin de marché	7
3 - Pièces contractuelles	7
4 - Durée et délais d'exécution	7
5 - Prix	7
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
5.2 - Modalités de variation des prix	7
6 - Avance	8
7 - Modalités de règlement des comptes	8
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	8
7.2 - Présentation des demandes de paiement	8
7.3 - Délai global de paiement	9
7.4 - Paiement des cotraitants.....	9
8 - Conditions d'exécution des prestations	9
9 – Clause de réexamen.....	9
10 - Constatation de l'exécution des prestations.....	10
10.1 - Vérifications.....	10
10.2 - Décision après vérification	10
11 - Garantie des prestations	10
12 – Pénalités	10
12.1 - Pénalités de retard	10
13 - Assurances	11
14 - Résiliation du contrat	11
14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	11
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	11
15 - Règlement des litiges et langues	11
16 - Dérogations	11
ANNEXES	11
Annexe 1 : Bordereaux de prix pour intervention curative et de dépannage	11
Annexe 2 : Correspondants sur les sites.....	11

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

La présente consultation concerne la **MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE DES PORTES, PORTAILS, RIDEAUX METALLIQUES ET BARRIERES LEVANTES AUTOMATIQUES DE L'UNIVERSITE DE CAEN NORMANDIE.**

Les prestations sont les suivantes :

N° 1 : Maintenance préventive et curative des portes et portails automatiques, et des rideaux métalliques

N° 2 : Maintenance préventive et curative des barrières levantes.

Lieu(x) d'exécution :

La liste des implantations géographiques de l'Université de Caen est consultable sur son site internet :

www.unicaen.fr/decouvrir/plans-d-acces/

1.2 - Décomposition de la consultation

Cet accord-cadre n'est pas alloti. Le campus forme un ensemble cohérent qui nécessite, tant pour des raisons techniques de fonctionnement que pour des raisons financières d'économie générale cette absence d'allotissement.

1.3 - Type d'accord-cadre

Cet accord-cadre sans minimum avec maximum (138 999€HT) est passé en application de l'article R 2162-4 du code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande. L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur sur la base du BPU ou sur devis préalable pour les interventions non prévues au BPU.

Les bons de commande sont notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro de l'accord cadre ;
- le numéro du bon de commande ;
- les délais d'intervention ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

2 – Description des prestations attendues

2.1 Généralités

Pour permettre et faciliter l'exercice de la mission aux titulaires, le maître d'ouvrage mettra à la disposition tous les plans, renseignements, justificatifs et documents techniques utiles à l'accomplissement de la mission (dans la mesure où ces documents existent)

Le maître d'ouvrage donnera aux titulaires le libre accès aux ouvrages et les conditions éventuelles d'accès.

D'une façon générale, il leur fournit toutes les facilités pour l'exercice de leur mission sans perte de temps ou incidence financière et dans des conditions de sécurité satisfaisantes.

2.2 Implantation du matériel

Prestation N° - 1 Maintenance préventive des portes et portails automatiques, et des rideaux métalliques (55 équipements)

Campus 1 :

- 3 Portes Automatiques
- 1 Porte de Garage
- 3 portails

Campus 2 :

- 3 Portes Automatiques
- 2 Portes de Garage
- 1 Rideau Métallique
- 2 Portails

Concernant le campus 2, des travaux de sécurisation sont en cours. A l'issue de ces travaux, le présent accord cadre devra intégrer un ou plusieurs de ces barrières supplémentaires. Cet ajout fera l'objet d'un avenant. Le planning prévisionnel de sécurisation prévoit une fin de travaux au DATE.

Campus 3 IFS :

- 1 Porte de Garage (portail coulissant)
- 1 Rideau Métallique

Campus 4 :

- 2 Portes Automatiques IAE

Campus 5 :

- 4 Portes Automatiques PFRS
- 1 Porte Automatique Anatomie PFRS

Lisieux

- 1 Porte Automatique

INSPE CAEN – Campus 6 :

- 2 portails coulissant
- 4 portes de garage automatiques

Cherbourg :

- 12 Portes Automatiques

Cycéron :

- 8 portes automatiques
- 3 portes battantes

Prestation N° - 2 Maintenance préventive des barrières levantes (38 barrières)

Campus 1 : - 19 barrières levantes automatiques

Campus 2 : - 5 barrières levantes automatiques

Concernant le campus 2, des travaux de sécurisation sont en cours. A l'issue de ces travaux, le présent accord cadre devra intégrer ces barrières. Cet ajout fera l'objet d'un avenant. Le planning prévisionnel de sécurisation prévoit une fin de travaux au DATE.

Campus 4 : - 2 barrières levantes automatiques

Campus 5 : - 5 barrières levantes automatiques

INSPE CAEN : - 7 barrières levantes automatiques

2.3 Maintenance des portes, portails automatiques, rideaux métalliques et barrières levantes,

Les techniciens intervenant sur les prestations de maintenance préventive et curative doivent au minimum disposer d'une habilitation électrique BR-B2.

En amont de l'ensemble des interventions, le titulaire s'engage à prévenir le PC sécurité du campus concerné :

- campus 1 : 02.31.56.60.40
- campus 2 : 02.31.56.74.94
- campus 5 : 02.31.56.81.55

2.3.1. Offre pour la maintenance préventive

L'offre pour la maintenance préventive comprendra les visites décrites ci-dessous ainsi que en cas de panne ; les déplacements, la main d'œuvre associés et l'ensemble des pièces <50€ht.

- **2 visites par an pour les portes, portails automatiques et rideaux métalliques.** La maintenance se fera obligatoirement en Avril et octobre.

A l'issue de ces deux visites pour la maintenance préventive, un rapport sera établi et remis à l'Université de Caen Normandie, au plus tard le 7 mai pour les visites d'avril et au plus tard le 7 novembre pour les visites d'octobre.

Attention en cas de retard d'exécution des pénalités sont prévues à l'article 12.1.

- **1 visite par an pour les barrières levantes.** La maintenance se fera obligatoirement en mai.

A l'issue de cette visite pour la maintenance préventive, un rapport sera établi et remis à l'Université de Caen Normandie, au plus tard le 7 juin.

Attention en cas de retard d'exécution des pénalités sont prévues à l'article 12.1.

Dans le cadre de la maintenance préventive l'offre devra comprendre la réparation ou le remplacement des pièces défectueuses ou usées.

Les petites fournitures nécessaires à l'entretien courant (inférieures à 50 euros H.T. par pièce) sont comprises dans le cadre du présent contrat et ne pourront en aucun cas faire l'objet d'une facturation supplémentaire.

Les opérations d'entretien et leurs conditions d'exécution doivent tenir compte des caractéristiques du lieu desservi, des technologies spécifiques de l'installation, de la fréquence d'utilisation ainsi que des prescriptions des constructeurs. Elles sont précisées par l'entreprise d'entretien dans le plan d'entretien.

Suite à l'intervention du titulaire, le matériel devra répondre à la réglementation.

Les visites périodiques relatives aux barrières comprennent une remise en état soit :

- La vérification des parties en mouvement et leur guidage
- Le contrôle des déclenchements mécaniques
- La stabilité et l'aspect de l'installation
- La vérification des organes de commande et de sécurité des personnes
- Le contrôle des verrouillages et des raccordements électriques
- Le nettoyage, graissage et réglage des mécanismes
- La fourniture des produits nécessaires
- La fourniture d'un carnet d'entretien
- La petite fourniture nécessaire à l'entretien courant
- Le déplacement

L'ensemble des éléments listé ci-dessus devra faire l'objet d'une note dans le rapport indiquant la réalisation de la prestation et les commentaires éventuels associés. Le rapport devra comprendre une photo avant/après visite afin de contrôler la réalité du nettoyage de l'équipement. Un état des lieux avant/après pourra être réalisé.

L'absence de nettoyage donnera lieu à une exécution aux frais et risques. La facture associée sera transmise au titulaire pour règlement.

Le rapport inclura les bilans de sécurité et d'état.

Les prestations suivantes ne sont pas comprises dans le contrat d'entretien :

- Réparations et remplacement des éléments détériorés par accident, vandalisme, catastrophes naturelles
- Les installations électriques extérieures aux appareils
- La fourniture de pièces dont le montant est supérieur à 50 € HT

2.3.2. Offre pour la maintenance curative

En cas de besoin de travaux supplémentaires non prévus par la maintenance préventive, un devis sera présenté, soit sur la base du BPU en Annexe 2, pour validation soit sur proposition du fournisseur pour les prestations non prévues au BPU. Le devis devra présenter séparément :

- le prix de chaque pièce (supérieures à 50 euros H.T. par pièce) ;
- Les pièces dont le prix est inférieur à 50€ en indiquant la mention « pièce remplacée mais non facturée – comprise dans le marché de maintenance »).
- les travaux nécessaires jusqu'au fonctionnement normal de l'équipement ;
- le devis indiquera obligatoirement le délai et le temps d'intervention ;
- une date d'intervention.

Les pièces de rechange peuvent provenir du fabricant d'origine comme d'un autre fabricant. L'adaptation de pièces sur l'installation, si elle est nécessaire, relèvera de la responsabilité de l'entreprise chargée de l'entretien ainsi que les déplacements pour dépannage

La maintenance curative comprend les déplacements, le diagnostic et le dépannage sur le site jusqu'au fonctionnement normal des installations.

Les pièces de rechange > 50 € H.T. seront à chiffrer dans le BPU en Annexe 2.

Le délai d'intervention doit être inférieur à 4 heures du lundi au samedi de 8h00 à 20h00 après avoir été informé par l'université ou de prendre des mesures conservatoires.

Toutes mesures utiles seront prises afin de garantir la remise en fonctionnement du matériel dans le délai le plus court.

Pour tous les travaux non compris dans la maintenance préventive ci-dessus. La procédure sera la suivante :
Présentation d'un devis établi conformément aux stipulations de l'article 1.4 et comportant :

- Le prix de chaque pièce sur la base du BPU
- si besoin le coût du déplacement ;
- les travaux nécessaires jusqu'au fonctionnement normal de l'équipement

Le titulaire pourra utiliser des barrières similaires et adaptables sans avoir à modifier l'ensemble du mécanisme.

En cas de remplacement du matériel, le fournisseur proposera une réparation y compris en adaptant les matériels afin d'éviter un remplacement complet du matériel.

2.3.3 Restitution des pièces changées

Toutes les pièces changées seront restituées au responsable du suivi du marché.

2.4 Documents à fournir durant et après exécution

Bordereau d'intervention

Après toutes les interventions le titulaire informera le responsable du suivi du marché de la fin de son intervention à qui il remettra un bordereau d'intervention. Celui-ci peut être dématérialisé par un logiciel proposé par le candidat ou par retour de mail auprès du responsable du suivi du marché.

Pour l'ensemble des interventions autres que Cyceron :

M. Philippe Hérisson
@ : philippe.herisson@unicaen.fr
port: 06 26 92 56 50

Pour les interventions GANIL CYCERON :

M. Jérôme Fraisse
@ : jerome.fraisse@unicaen.fr
port : 06 77 64 85 67

Après chaque intervention (programmée ou dépannage), le prestataire vise le « **Carnet d'entretien** » de chaque équipement.

Il indique : la date du passage, la liste des pièces remplacées, les anomalies détectées. Il signe le registre et engage la responsabilité de l'entreprise prestataire.

Le carnet d'entretien sera accessible par les correspondants de site.

Si le carnet d'entretien n'est pas mis à disposition du prestataire malgré la demande expresse de celui-ci, le prestataire remet sur le champ à l'établissement un bordereau de passage comportant l'ensemble des informations citées dans le paragraphe précédent.

Si une anomalie ou un incident prévisible pouvant porter atteinte à la sécurité est décelée, l'entreprise doit avertir immédiatement l'Université et prendre, le cas échéant, en liaison avec l'Université, les mesures conservatoires nécessaires.

Rapport annuel de maintenance

L'entreprise fournit une fois par an un dans le mois anniversaire du marché un rapport dans lequel elle indique les interventions qu'elle a réalisées pendant l'année écoulée (visites d'entretien, dépannages).

Elle signale les anomalies et observations relatives à l'état des installations, les travaux qu'il y aurait lieu de faire pour adapter, améliorer, optimiser les performances de l'installation

2.5 Remise des installations en fin de marché

Les titulaires s'engagent à laisser, en fin de marché, les installations en bon état d'entretien et de fonctionnement. Un état des lieux sera dressé entre les deux parties, 1 mois au moins avant la date d'expiration du contrat.

3 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.)
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009
- L'offre technique et financière du titulaire ainsi que les devis proposés par le titulaire au fil de l'exécution de l'accord cadre.

4 - Durée et délais d'exécution

L'accord-cadre est conclu à partir du 01/04/2021 et il sera reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 mars 2025. Toutefois ce marché prendra fin en cas de dépassement du seuil de 138 999€HT.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales, y compris les frais de transport ou autres frappant obligatoirement la prestation.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé "mois zéro".

Les prix sont révisables.

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir à l'administration contractante, son nouveau tarif (ou barème) avec un préavis de 1 mois avant la date anniversaire du marché.

La clause limitative dite "de sauvegarde" s'applique : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée de l'accord-cadre à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2% l'an.

6 - Avance

Une avance forfaitaire de 5% est accordée au titulaire du marché pour toute commande supérieure à 50 000€ HT et conformément aux articles R.2191-3 et suivant du code de la commande publique.

Il indique son choix de refus ou d'acceptation de l'avance forfaitaire en cochant la case correspondante dans l'acte d'engagement. Si aucune case n'est cochée ou si les deux cases sont cochées, le candidat est réputé refuser le bénéfice de l'avance.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché.

7 - Modalités de règlement des comptes

Le paiement s'effectue par virement selon les règles de la comptabilité publique et selon la réglementation en vigueur. L'université se libère des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte du titulaire.

L'ensemble des opérations liées au présent marché concernant le site de Cyceron feront l'objet d'un traitement financier à part : les devis et factures concernant Cyceron seront établis de manière distincte.

Concernant la maintenance préventive :

- pour les portes, portails automatiques et rideaux métalliques : les factures seront émises semestriellement, après réception du rapport de visite.
- pour les barrières levantes : la facture sera émise annuellement, après réception du rapport de visite.

Concernant la maintenance curative : la facturation interviendra au fil des interventions.

Le candidat devra obligatoirement définir dans son offre un interlocuteur financier dédié à l'exécution du présent marché.

Le candidat devra obligatoirement définir dans son offre un interlocuteur Technique dédié à l'exécution du présent marché.

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro de l'accord cadre et du lot ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les demandes de paiement devront parvenir dans les conditions suivantes **pour l'Université de Caen** :

Transmission des factures via le portail Chorus pro

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

SIRET UNIQUE : 191 414 085 00016

CODE SERVICE UNIQUE : SFACT

Numéro d'engagement obligatoire : Format du numéro 45xxxxxxxx

(Contacter le gestionnaire de la composante figurant sur le bon de commande si nécessaire)

Les demandes de paiement devront parvenir dans les conditions suivantes **pour CYCERON** :

GIP CYCERON

Campus Jules Horowitz

Boulevard Henri Becquerel

BP 5229

14032 CAEN cedex 5

Contact Facturation : Lucile LAGNIEL - lagniel@cyceron.fr

Siret : 180 089 187 00017

Tva intracommunautaire : FR77 180089187

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par l'Université

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans aucune formalité pour le titulaire du marché le bénéfice d'intérêts moratoires conformément aux articles R.2192-31 et suivants du code de la commande publique.

7.4 - Paiement des cotraitants

Le mandataire dépose les factures des cotraitants via le portail Chorus Pro. A défaut, le mandataire devra valider les factures déposées pour les cotraitants via ce portail.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services, chaque cotraitant est habilité à transmettre ses demandes de paiement visées par le mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

8 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

9 – Clause de réexamen

Les parties pourront modifier l'accord-cadre dans les conditions de l'article R 2194-1 du code de la commande publique.

Elles pourront plus particulièrement se rencontrer, à la demande expresse de l'une d'entre elles, afin d'examiner la possibilité de faire évoluer certaines dispositions du marché, dont celles relatives aux conditions d'exécution de la prestation, d'ajout ou de retrait de prestation, la modification du BPU ou à la durée des prestations et ce quel qu'en soit le montant.

Ces évolutions, ne devront pas conduire à modifier substantiellement les conditions économiques du marché.

La modification du BPU peut être réalisée sans avenant.

10 - Constatation de l'exécution des prestations

10.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 22 et 23.1 du CCAG-FCS.

10.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS.

11 - Garantie des prestations

Sans objet

12 – Pénalités

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer ou non les pénalités ci-dessous.

12.1 - Pénalités de retard

Pénalités de retard dans le cadre de la **maintenance préventive** :

- pour les portes, portails automatique et rideaux métalliques :
 - Concernant les visites : 150€ par jour de retard à compter du 7 mai (pour la visite d'avril) et à compter du 7 novembre pour la visite d'octobre.
 - Concernant la remise des rapports : 150€ par jour de retard une fois le délai de remise de rapport de 7 jours calendaires à compter de la visite, échu.
- pour les barrières levantes :
 - Concernant la visite : 150€ par jour de retard à compter du 7 juin
 - Concernant la remise des rapports : 150€ par jour de retard une fois le délai de remise de rapport de 7 jours calendaires à compter de la visite, échu.

Pénalités de retard dans le cadre de la **maintenance curative** :

- Dans le cadre d'une intervention sur devis, si le délai d'intervention indiqué sur le devis n'est pas respecté, il sera appliqué au terme de 3 jours calendaires dépassant le délai d'intervention prévu des pénalités de retard à hauteur de 150€ par jour.
- dans le cadre de l'intervention en maintenance curative, si l'intervention dans les 4h n'est pas respectée une pénalité forfaitaire de 100€ par intervention s'appliquera.
- Pénalités de retard de remise du rapport annuel de maintenance durant le mois anniversaire du marché : 50€ par jour de retard à compter du 1^{er} février de chaque année.

Les présentes stipulations dérogent à l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

12.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Concernant les pénalités pour indisponibilité, les stipulations de l'article 14.2 du C.C.A.G.-F.C.S. s'appliquent.

12.3 - Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

14 - Résiliation du contrat

14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Caen est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

16 - Dérogations

- L'article 8.4 du CCP déroge à l'article 12.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 déroge à l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

ANNEXES

Annexe 1 : Bordereaux de prix pour intervention curative et de dépannage

Annexe 2 : Correspondants sur les sites